



L'extrême droite au gouvernement : Qu'est-ce que ça changerait pour nous à France Travail ? COLLABORATION OU RÉSISTANCE ???

Fédération Solidaires SUD Emploi

syndicat.sud@francetravail.fr

<https://solidaires.org/se-syndiquer/les-syndicats/solidaires-sud-emploi/>

Certain.es se demandent ce que l'arrivée du RN au pouvoir changerait pour nous à France Travail, n'y a-t-il pas un conflit de valeurs avec nos missions de service public ??? D'autres disent « *on ne les a pas encore essayés* » ou « *au moins ce sera clair* » !

Nous répondons à cela : **tout serait plus sombre et plus dur encore pour tous.tes les agent.es de nos services et bien évidemment pour nos usagers privé.es d'emploi !**

D'autres pensent qu'à France Travail, la question de l'accession au pouvoir d'une force politique ne se pose pas. Donc si le RN et ses alliés sont élus, nous n'aurons qu'à exécuter à France Travail leur programme et les lois qu'ils feront voter.

Ce raisonnement est pourtant totalement vicié car il laisse de côté un principe fondamental : la démocratie ne se résume pas au suffrage universel. Elle repose aussi et surtout sur d'autres piliers que sont la garantie des droits fondamentaux, le respect des contre-pouvoirs, le pluralisme et l'indépendance des médias...

Plus encore, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 nous le rappelle :

“La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.” C'est cela aussi la responsabilité, la possibilité de demander des comptes : nous ne pouvons pas nous réfugier derrière **“l'obéissance hiérarchique”** (terme qui ne figure d'ailleurs nulle part dans la loi) pour nous exonérer des conséquences de notre travail.

Or, le projet politique du RN est fondamentalement contraire à celui des services publics et de l'intérêt général. **Il met clairement en danger leur vocation universelle qui fait tenir ensemble toute la société.** Un exemple : offrir une prestation ne s'adressant qu'aux usagers de la « bonne nationalité ». C'est une des mesures défendues par le parti d'extrême droite dans son programme et dans ses interventions à l'assemblée nationale dans notre domaine de l'assurance chômage ou des droits sociaux, il y en a beaucoup d'autres sans parler de son obsession pour l'obésité administrative qui nous promet des budgets en baisse, des privations et des privatisations style Amazon pour La Poste .

L'idéologie nauséabonde du FN/RN sur l'Assurance chômage « Dis-moi comment tu traites tes chômeurs et je te dirai dans quelle société tu veux vivre... »

A partir d'un support VISA Vigilance et Initiative Syndicales Antifascistes dont CGT, FSU et SOLIDAIRES font partie.

Marine Le Pen dans sa campagne présidentielle 2022 et ses « 22 mesures » ne mettait en avant aucune mesure spécifique pour l'emploi ! Elle ne proposait que 2 mesures d'exclusion : **supprimer l'autorisation de séjour pour tout étranger n'ayant pas travaillé depuis un an en France et de réserver le bénéfice du RSA et des prestations de solidarités aux seuls français ou au mieux aux étrangers ayant au moins 5 ans d'équivalent temps plein travaillé en France.** Elle estimait que presque tous les étrangers seraient rendus ainsi inéligibles à toute une série de prestations dont le RSA.

En octobre 2022 dans les débats sur le « Projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi » on retrouve cette obsession xénophobe des député.es RN présentée en priorité nationale et reposant sur l'agitation de peurs d'une supposée **« submersion migratoire »** ou d'un **« grand remplacement »** avec comme corollaire le spectre

d'un « effondrement civilisationnel ».

Mais le RN s'attaque aussi aux précaires en proposant de réserver le droit de vote aux élections professionnelles aux seuls salariés ... « en contrat à durée indéterminée ». **Cette proposition vise à mettre en dehors du droit les personnes les plus précaires, les plus jeunes et les femmes, puisque celles-ci représentent 70 % des travailleurs.euses intérimaires.**

C'est aussi grâce à une parfaite entente entre les député.es RN, Majorité présidentielle et LR que deux reculs majeurs de droits passeront aussi dans cette loi en octobre 2022 : **les abandons de postes et le refus réitéré d'un CDI à l'issue d'un CDD ... requalifiés en démissions.** La seconde disposition défendue par Marine Le Pen à l'assemblée : « Nous avons été saisis par de nombreux chefs d'entreprise qui voient des gens refuser un CDI à l'issue d'un CDD. C'est inadmissible. (...) **Au moins les choses sont claires et dites publiquement : le patronat est à l'oreille du FN/RN !!**

En octobre 2023, durant l'examen du projet de loi pour le plein-emploi avec la création de France travail on retrouvera une autre attaque récurrente du RN cette fois **contre le droit des femmes**.

Un député RN affirmera ainsi : « *Vous partez du principe qu'il faut inscrire tout le monde sur le fichier de France Travail (...) il est peut-être préférable qu'une mère au foyer reste à la maison pour s'occuper de ses enfants (...) il vaut mieux lui permettre de rester à la maison – si elle le souhaite – pour s'occuper de ses enfants plutôt que de lui demander d'intégrer un dispositif qui impose quinze heures d'activité hebdomadaires.* » !!

Rappelons que pendant le conflit des retraites leur argument principal était nataliste en renvoyant les femmes à leur rôle de procréation «*Moi, je préfère qu'on fabrique des travailleurs français plutôt qu'on les importe*».

Le Rassemblement national de Marine Le Pen est le seul parti politique à avoir proposé un salaire pour les mères au foyer.

Les députés du parti de Marine Le Pen voteront contre le projet de loi Plein-emploi se disant opposés au durcissement de l'accès au RSA et à l'instauration des 15 heures d'activités hebdomadaires obligatoires... mais quelques mois plus tard Jordan Bardella se dira « *parfaitement d'accord* » avec le conditionnement du RSA à 15 heures

«*d'activité*» proposé par Borne/Macron, « *Je pense qu'il faut des contreparties aux prestations sociales de ce type qui sont versées* ».

Quant à la tête de liste Reconquête aux élections européennes, Marion Maréchal, ne trouve «*pas choquant que l'on puisse toucher à la durée d'indemnisation de l'assurance chômage* ».

Rappelons que la solidarité internationale entre tous les travailleurs et travailleuses est un principe fondamental de notre engagement humaniste et de solidarité de classe.

Ce n'est jamais en privant certaines catégories d'actifs de droits qu'on a fait progresser la situation de l'ensemble des travailleurs et travailleuses ; ça a toujours été historiquement le contraire !!

Nous défendons l'extension de tous les droits par le haut car quand on commence à les restreindre par le bas, il n'y a plus de limites. **TOUT LE MONDE EST PERDANT !**

L'extrême droite est le pire ennemi des travailleurs et travailleuses avec ou sans emploi !!

Et si elle arrivait au gouvernement ça changerait du tout au tout pour nous à France Travail et pour l'ensemble de nos usagers-ères !

il faut battre leurs idées nauséabondes dans la rue et dans les urnes !

Le 30 juin 2024, au 1er tour des élections législatives, la plateforme du programme portée par le Nouveau Front Populaire est celle qui défend le mieux nos revendications syndicales et intersyndicales. Avant, pendant et après nous continuerons à les porter dans le cadre unitaire le plus large.

Le premier tour sera décisif :

PAS D'ABSTENTION ET PAS UNE VOIX NE DOIT S'ÉGARER VERS L'EXTREME DROITE.

